

# Mémoire pour les consultations pré-budgétaires en prévision du prochain budget fédéral

Par:

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
(UQAM)**

25 Juillet 2023



**UQAM**

Liste des recommandations:

***1- Que le gouvernement poursuive ses efforts pour rehausser significativement son soutien à la francophonie universitaire et qu'il fasse preuve d'exemplarité en ayant davantage recours aux travaux des chercheurs et chercheuses, effectués en français pour définir ses politiques.***

***2- Que le gouvernement mette en œuvre les recommandations du comité consultatif sur le système fédéral de soutien à la recherche.***

***3- Que le gouvernement accroisse significativement le financement de la recherche fondamentale, de la mobilisation des connaissances, de la recherche en sciences sociales et humaines et qu'il prévoise des subventions pour maintenir à niveau les infrastructures déjà en place et rémunérer le personnel hautement qualifié nécessaire au fonctionnement des équipements de recherche.***

***4- Que le gouvernement pérennise son appui aux établissements universitaires dans leurs efforts d'évaluation des risques posés par les partenariats de recherche, et qu'il participe au financement des initiatives visant à renforcer la sécurité informatique des établissements.***

***5- Que le gouvernement favorise activement la mobilité étudiante pour le développement du savoir et de l'innovation, pour le développement des qualifications et pour le positionnement favorable du Canada dans l'attractivité des talents et que le gouvernement poursuive les réformes entreprises et octroie les financements nécessaires pour améliorer durablement et significativement le système de traitement des permis de travail et d'études.***

***6- Que le gouvernement rehausse notablement le nombre et la valeur des bourses d'études supérieures et postdoctorales offertes par le Canada afin de retenir et attirer les meilleurs talents canadiens et étrangers.***

***7- Que le gouvernement poursuive ses efforts et appuie les universités en matière d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) par la mise en place de nouveaux programmes de financement.***

***8- Que les universités puissent bénéficier des nouveaux programmes axés sur la lutte contre les changements climatiques, la transition vers le numérique, l'intégration et l'encadrement de l'Intelligence artificielle (IA) générative ou l'accessibilité.***

## **Introduction**

Avec 35 000 étudiants et étudiantes, l'UQAM, fer de lance en matière de progrès sociétal, occupe une place essentielle dans l'écosystème universitaire canadien.

Notre université innove chaque jour et trouve des solutions aux problématiques sociales et scientifiques, souvent interdisciplinaires. Le financement global de la recherche et de la création y atteint ainsi près de 85 millions de dollars, plaçant l'UQAM au 1<sup>er</sup> rang au Québec et au 8<sup>e</sup> rang au Canada dans la catégorie des universités à vocation générale (Research Infosource, 2022).

L'UQAM est heureuse de pouvoir faire part de ses recommandations au Comité permanent des Finances de la Chambre des communes.

Pour permettre au Canada de rester parmi les leaders en matière de recherche et d'innovation, des investissements financiers majeurs sont requis en 2024-2025, l'année 2023-2024 ayant impliqué une certaine stagnation, voire un réel recul. Les universités sont des joueurs clés en matière de recherche et d'innovation. De plus du côté de la formation, face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée qui frappe notre pays et au besoin toujours plus pressant de former des talents dans de nombreux domaines, le gouvernement peut compter sur ses universités comme des partenaires essentiels.

## **Recommandations**

***Recommandation 1- Que le gouvernement poursuive ses efforts pour rehausser significativement son soutien à la francophonie universitaire et qu'il fasse preuve d'exemplarité en ayant davantage recours aux travaux des chercheurs et chercheuses effectués en français pour définir ses politiques.***

La recherche et la création en français représentant une richesse et une force pour le Canada, l'UQAM se réjouit de la présentation du Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028 et de la volonté du gouvernement fédéral d'agir pour améliorer la situation du français en matière scientifique. Elle invite donc le gouvernement à prévoir dans le budget 2024-2025 les sommes nécessaires pour y parvenir.

L'UQAM recommande au gouvernement qu'il soutienne adéquatement la production de la science en français et finance de manière pérenne la diffusion et la publication des productions scientifiques dans les deux langues officielles et ce, dans les revues qu'il finance en tout ou en partie.

L'UQAM encourage également fortement le gouvernement à instaurer un programme de bourses de mobilité et à bonifier significativement les programmes existants visant de courts séjours s'adressant aux étudiants et étudiantes francophones dans un établissement universitaire francophone canadien d'une autre province.

***Recommandation 2- Que le gouvernement mette en œuvre les recommandations du comité consultatif sur le système fédéral de soutien à la recherche.***

Le Canada doit continuer à rester un chef de file en recherche à l'échelle internationale. Pour ce faire, la création de la Fondation canadienne du savoir et de la science (FCSS) qui agirait comme mécanisme pour répondre rapidement aux nouveaux besoins en matière de recherche et d'innovation est une urgence. De même, un soutien accru aux grandes installations de recherche ainsi qu'à leur fonctionnement (par des ressources humaines adéquates) est une priorité.

***Recommandation 3- Que le gouvernement accroisse significativement le financement de la recherche fondamentale, de la mobilisation des connaissances, de la recherche en sciences sociales et humaines et qu'il prévoie des subventions pour maintenir à niveau les infrastructures déjà en place et rémunérer le personnel hautement qualifié nécessaire au fonctionnement des équipements de recherche.***

Force est de constater que les montants des subventions pour soutenir l'innovation dépassent de loin ceux destinés à financer la recherche fondamentale, et, à ce titre, le gouvernement devrait assurer une augmentation annuelle de ses subventions dans les programmes phares des trois conseils subventionnaires.

Une attention particulière devrait être portée au financement des sciences humaines et sociales dont les retombées immédiates des innovations se mesurent plus difficilement que le transfert technologique ou la commercialisation de produits. Mal connues et trop peu financées, les innovations sociales sont pourtant intimement liées à l'atteinte des 17 objectifs de développement durable (ODD) du Canada à travers son Programme 2030. Le gouvernement fédéral doit donc s'assurer de soutenir adéquatement la recherche et la création dans les domaines des sciences sociales et humaines dont les retombées contribueront, notamment, à résoudre des défis sociaux et collectifs.

Nous tenons, enfin, à souligner l'importance de prévoir à la fois des subventions pour maintenir à niveau les infrastructures déjà en place et des financements supplémentaires pour rémunérer le personnel hautement qualifié nécessaire pour le bon fonctionnement des équipements de recherche.

***Recommandation 4- Que le gouvernement pérennise son appui aux établissements universitaires dans leurs efforts d'évaluation des risques posés par les partenariats de recherche, et qu'il participe au financement des initiatives visant à renforcer la sécurité informatique des établissements.***

L'importance grandissante accordée par le gouvernement du Canada aux enjeux de sécurité nationale dans les partenariats de recherche, notamment par l'entremise de ses nouvelles lignes directrices en la matière, pose d'importants défis financiers aux universités. L'évaluation des risques en matière de sécurité nationale en recherche demande en effet la mise en place de

structures multisectorielles de soutien pérennes qui appuieront les chercheurs dans l'évaluation des risques associés à leur recherche. Afin d'assurer la pérennité et la qualité de ces structures, le gouvernement doit prévoir un financement récurrent afin de permettre l'embauche de conseillers spécialistes en sécurité de la recherche.

Par ailleurs, afin que les montants investis en sécurité nationale soient réellement profitables, le gouvernement devrait s'assurer que ses exigences et ses initiatives soient en adéquation avec celles qui existent actuellement en matière de sécurité de l'information. Ainsi, bien que l'UQAM accueille favorablement l'annonce du gouvernement d'avril 2022 concernant la création d'un centre de la sécurité de la recherche, elle souhaite souligner qu'il est essentiel que ses mandats et ses champs d'action soient complémentaires à ceux des nombreuses structures de soutien provinciales et fédérales existantes en matière de sécurité de l'information. De même, le gouvernement doit également s'inspirer et tenir compte des cadres législatifs provinciaux en matière de sécurité dans la définition de ses exigences.

Enfin, étant donné que la sécurité des systèmes d'information des universités est essentielle à celle des données de la recherche, le gouvernement du Canada devrait également soutenir et financer les initiatives visant à renforcer la sécurité informatique des établissements.

***Recommandation 5- Que le gouvernement favorise activement la mobilité étudiante pour le développement du savoir et de l'innovation, pour le développement des qualifications et pour le positionnement favorable du Canada dans l'attractivité des talents et que le gouvernement poursuive les réformes entreprises et octroie les financements nécessaires pour améliorer durablement et significativement le système de traitement des permis de travail et d'études.***

L'UQAM recommande que le gouvernement poursuive les efforts entrepris pour améliorer durablement les délais de traitement par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) des demandes de permis d'études provenant de candidates et de candidats de la francophonie internationale, notamment pour les pays africains francophones.

De manière plus large, des enjeux persistants demeurent en effet pour appuyer la mobilité des professeurs et professeures, des chercheurs et chercheuses, ou des étudiants et étudiantes internationaux. Il est donc fondamental que le gouvernement octroie les ressources nécessaires pour régler une situation qui mine l'attractivité du système universitaire canadien pour les meilleurs talents, fragilise sa capacité à satisfaire les besoins pressants en formation de la main d'œuvre, et affaiblit sa position internationale dans la production des connaissances et de l'innovation.

***Recommandation 6- Que le gouvernement rehausse notablement le nombre et la valeur des bourses d'études supérieures et postdoctorales offertes par le Canada afin de retenir et attirer les meilleurs talents canadiens et étrangers.***

L'attraction et la rétention des personnes étudiantes à haut potentiel passent inévitablement par la mise à niveau de la valeur des bourses d'études supérieures par rapport aux salaires proposés

sur le marché du travail, et par l'augmentation du nombre de bourses d'études offertes aux étudiants et étudiantes canadiens et aux résidents et résidentes permanents. De plus, le gouvernement devrait ajouter des bourses dédiées spécifiquement aux étudiants étrangers et étudiantes étrangères pour attirer de nouvelles personnes étudiantes. Nous argumentons en faveur d'un rehaussement du budget global des trois Conseils qui permettra de financer ces demandes ainsi que les programmes de subventions aux professeurs qui permettent de financer de nombreux étudiants et étudiantes, ainsi que les personnels sous octroi de subvention.

Concernant spécifiquement les bourses postdoctorales accordées par les trois Conseils, nous tenons à rappeler que les montants des bourses postdoctorales nous semblent insuffisants pour continuer à attirer du personnel hautement qualifié. Les personnes de niveau postdoctoral constituent la relève en recherche, et pourtant, le montant d'une bourse prestigieuse d'un des trois Conseils ne dépasse pas 45 000 \$ par an. Le Canada doit investir dans le soutien à ces personnes hautement qualifiées en rehaussant significativement la valeur de ces bourses et les aides à l'installation pour elles et leur famille, qui bien souvent les accompagnent.

***Recommandation 7- Que le gouvernement poursuive ses efforts et appuie les universités en matière d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) par la mise en place de nouveaux programmes de financement.***

Ces programmes permettront aux universités d'accroître leurs efforts dans la mise en place de milieux de travail et d'étude inclusifs, et également dans le soutien de la recherche en matière d'EDI. Ces actions viseront à soutenir la réconciliation avec les Premiers Peuples, à lutter contre le racisme, à agir pour l'équité et l'inclusion des femmes, des personnes LGBTQ2+ et des personnes en situation de handicap et pour renforcer l'accès à l'égalité en emploi.

***Recommandation 8- Que les universités puissent bénéficier des nouveaux programmes axés sur la lutte contre les changements climatiques, la transition vers le numérique, l'intégration et l'encadrement de l'Intelligence artificielle (IA) générative ou l'accessibilité.***

Les investissements en matière d'infrastructure devront s'accélérer, afin de répondre non seulement à la désuétude des bâtiments, mais également à leur résilience climatique. Le gouvernement pourrait ainsi élargir aux universités les critères des programmes de financement. De plus, l'accélération des innovations découlant de l'IA marque l'enseignement supérieur tout comme le reste de notre société. Des ressources pour la recherche et l'appropriation sociale de l'IA, et pour l'intégration et l'encadrement de l'IA générative en enseignement supérieur, seraient dès lors hautement stratégiques pour le positionnement et le maintien de l'excellence du système universitaire canadien.